

Rapport mondial du PGO

Initiatives de lutte contre la corruption

Processus ouvert d'octroi de contrats



Principaux éléments

Le processus ouvert d'octroi de contrats continue de gagner du terrain et est en voie de devenir une norme internationale. De nombreux gouvernements au sein du PGO ont pris des engagements envers un processus ouvert d'octroi de contrats dont plusieurs ont donné d'excellents résultats. Il reste encore d'importants défis à relever qui exigent de dépasser le statu quo des réformes d'octroi de contrats :


- **Il est essentiel d'inciter les citoyens à utiliser les données sur l'octroi de contrats pour en évaluer l'incidence.**

La plupart des engagements envers le processus ouvert d'octroi de contrats au sein du PGO portent exclusivement sur la divulgation de l'information et ne comprennent pas les éléments essentiels à l'utilisation des données, comme les boucles de rétroaction des citoyens. L'engagement auprès des utilisateurs peut être plus important que la normalisation immédiate.

- **Il est impératif d'obtenir des données de plus grande qualité sur l'octroi de contrats.** L'insuffisance de données de grande qualité continue de représenter un défi. La rapidité et l'exhaustivité sont essentielles pour maximiser les résultats. De plus, la facilité d'utilisation est un facteur clé, particulièrement pour extraire les données de fichiers PDF et les convertir dans un format lisible par machine.

- **L'autonomisation des femmes améliore à la fois les processus et les résultats.** Les femmes sont largement exclues des processus d'approvisionnement public. Une plus grande collecte et divulgation de données ventilées par sexe, des politiques tenant compte des sexospécificités et la participation des citoyens permettraient d'améliorer sensiblement l'égalité entre les sexes et de favoriser une croissance économique plus inclusive.



The background of the page features a photograph of several blue shipping containers stacked vertically. In the foreground, a person is partially visible, holding up a white sheet with red markings. The containers have various markings, including '82 6', 'JPLU 302 61 8 22G', '9 2', and '6 3'.

L'approvisionnement est un élément essentiel des dépenses gouvernementales.

Dans le monde entier, les gouvernements dépensent environ 9,5 billions de dollars US, soit 15 % du PIB mondial, en contrats avec des entreprises pour l'achat de biens et services.¹ L'approvisionnement représente environ 30 % des dépenses publiques dans les pays à revenu élevé. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, cela représente en moyenne 50 % des dépenses publiques.²

La corruption est un problème majeur au cours du processus d'octroi de contrats. L'OCDE, la Commission européenne et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) mentionnent tous que les processus d'approvisionnement publics constituent le principal risque de corruption pour les gouvernements.³ Selon l'ONUDC, la corruption réduit la valeur d'un contrat d'approvisionnement public de 10 à 25 %.⁴ La plupart des affaires de corruption faisant l'objet de poursuites en vertu de la Convention anticorruption de l'OCDE concernaient des pots-de-vin au cours du processus contractuel.⁵ Le coût financier, sans parler du coût humain, de la corruption dans ce secteur est important.

L'importance du processus ouvert d'octroi de contrats va bien au-delà de la lutte contre la corruption. On peut clairement démontrer qu'elle a une incidence importante sur l'efficacité du gouvernement, l'optimisation des ressources et la concurrence loyale. Une étude récente portant sur 3,5 millions de dossiers d'achats en Europe a révélé une corrélation claire entre la publication d'un plus grand nombre d'informations sur les appels d'offres et une probabilité réduite de contrats à appel d'offres unique, ce qui équivaut à des économies d'environ 3,6 à 6,3 milliards d'euros par an. Cette étude a également révélé que les contrats à appel d'offres uniques sont de 7 à 10 % plus coûteux.⁶

¹ "Tanjung Priok Port, Jakarta, site d'investissements majeurs dans les infrastructures." Photographie de Beawiharta Beawiharta, Reuters



“Améliorations routières au Kenya.” Photographie de Computerwhiz417, flickr

The case for open contracting

Qu’est-ce que le processus ouvert d’octroi de contrats ?

Voici les principes de base du processus ouvert d’octroi de contrats : 1) la divulgation hâtive de l’information; et 2) la participation, le contrôle et la surveillance. Selon l’Open Contracting Partnership (OCP), « le processus ouvert d’octroi de contrats consiste à publier et à utiliser des informations ouvertes, accessibles et à jour sur l’octroi de contrats gouvernementaux pour inciter les citoyens et les entreprises à cerner et à résoudre les problèmes ». ⁷ Il est important de noter que le processus ouvert d’octroi de contrats consiste en la divulgation et l’engagement tout au long de la chaîne d’approvisionnement, y compris la planification, l’appel d’offres, l’attribution et la mise en œuvre. Cela peut également couvrir des questions autres que l’approvisionnement, telles que l’octroi de permis et les contrats d’extraction.

Quels sont les avantages ?

Le processus ouvert d’octroi de contrats peut améliorer la rentabilité et accroître l’efficacité de la concurrence, la qualité des services et l’intégrité du secteur public. Les données sur le processus ouvert d’octroi de contrats favorisent une surveillance efficace des services gouvernementaux en révélant qui est rémunéré, pour quels livrables et en quel nombre. De plus, elles permettent de déterminer la façon dont

les contrats ont été sélectionnés, si les services ont été fournis dans les délais prescrits et s’ils étaient de qualité. Cela peut révéler des anomalies qui alertent le public et les représentants du gouvernement sur des processus d’approvisionnement inefficaces ou non concurrentiels, qui donnent de mauvais résultats, qui sont livrés en retard ou qui sont trop coûteux. Cela peut aider à déceler les pots-de-vin ou la collusion au cours du processus d’approvisionnement. (Voir les documents *Idiot’s Guide to Looting Public Procurement and Getting Rich Quickly*⁸ et *Red Flags for Integrity : Giving the Green Light for Open Data Solutions*⁹ pour en savoir davantage sur la détection des anomalies.)

Également, la transparence de l’annonce et de l’attribution des appels d’offres peut encourager de nouvelles entreprises, souvent plus petites, à participer au processus d’approvisionnement public et clarifier les différences démographiques en ce qui concerne les candidats. Ceci peut promouvoir le développement durable et des biens et services de meilleure qualité. Par conséquent, la publication et l’utilisation de données sur le processus ouvert d’octroi de contrats à des fins de surveillance et de contrôle permettent d’atteindre un certain nombre d’objectifs qui se renforcent mutuellement :

- Offrir aux gouvernements un meilleur rapport qualité-prix et une plus grande efficacité;
- Créer une concurrence plus équitable et des

conditions favorisant la concurrence pour les entreprises, en particulier pour les petites entreprises;

- Améliorer la qualité des biens, des travaux et des services pour les citoyens;
- Prévenir la fraude et la corruption;
- Promouvoir une analyse plus judicieuse et de meilleures solutions aux problèmes du secteur public.¹⁰

Il existe des preuves empiriques concernant les avantages du processus ouvert d'octroi de contrats. Une étude réalisée en 2017 par la Banque mondiale auprès de 34 000 entreprises dans 88 pays a révélé qu'une plus grande transparence dans le processus d'octroi de contrats (ainsi que des mécanismes de plainte et des systèmes de vérification externe efficaces) entraîne une concurrence accrue, surtout de

la part des petites entreprises, et une diminution des pots-de-vin versés aux fonctionnaires.¹¹

De nombreux pays ont maintenant récolté les fruits du processus ouvert d'octroi de contrats. En Ukraine, la plateforme d'approvisionnement électronique ProZorro a plus que doublé son nombre de marchés privés. Lorsqu'au moins trois entreprises soumissionnent, le gouvernement ukrainien économise en moyenne 30 %.¹² Également, le nombre de fournisseurs par entité adjudicatrice a augmenté de plus de 45 %.¹³ Au Paraguay, la baisse du coût des fournitures de bureau, obtenue grâce à l'amélioration de la plateforme d'approvisionnement en ligne du pays, a permis aux contribuables d'économiser au moins 400 milliards de guaranies paraguayens (environ 68 millions de dollars US).¹⁴



“Bogotá: Les enfants de l'école publique apprécient des repas sous contrat.” Photographie de Ministère de l'éducation, Bogota

LEÇONS TIRÉES DES RÉFORMATEURS

La Colombie a recours à un processus ouvert d'octroi de contrats pour économiser sur les repas scolaires

Compte tenu des cas documentés de corruption dans la distribution de repas scolaires, le gouvernement colombien a publié des informations sur l'ensemble du cycle d'approvisionnement du programme d'alimentation scolaire de Bogota dans le cadre de son plan d'action du PGO de 2015 à 2017. En tendant la main aux petits fournisseurs, en établissant des prix minimum et maximum et en mettant en œuvre les principes du processus ouvert d'octroi de contrats, le gouvernement a réalisé des économies de 10 à 15 % et a plus que quadruplé le nombre de fournisseurs qui participent au processus d'approvisionnement. Le processus d'appel d'offres transparent a également contribué à démanteler un stratagème présumé de fixation des prix de 22 millions de dollars.¹⁵

Le processus ouvert d'octroi de contrats dans le monde

Le processus ouvert d'octroi de contrats est une norme mondiale émergente. En 2015, le G20 a reconnu l'ouverture de contrats comme un élément clé dans ses rapports intitulés *Anti-Corruption Open Data Principles*¹⁶ et *Principles for Promoting Integrity in Public Procurement*.¹⁷ Lors du sommet anticorruption britannique de 2016, 14 pays se sont engagés à prendre des initiatives pour rendre l'approvisionnement public transparent par défaut, en proposant pour la première fois « une vision concrète de données accessibles et utilisables dans l'ensemble de la chaîne d'octroi de contrats publics ». ¹⁸ Peu de temps après, lors du Sommet mondial du PGO de 2016, les gouvernements de la Colombie, de la France, du Mexique, du Royaume-Uni et de l'Ukraine ont fondé le Contracting 5 pour promouvoir le processus ouvert d'octroi de contrats.¹⁹ La Déclaration de Paris sur la transparence

du gouvernement, signée par tous les membres du PGO en 2016, s'est engagée à promouvoir la transparence du processus d'approvisionnement public.²⁰

Au même moment, la Norme relative aux données sur la passation de marchés ouverts (NDPMO) est devenue une norme mondiale pour le processus ouvert d'octroi de contrats. En tant que norme mondiale non exclusive, la NDPMO définit une modélisation des données commune pour la divulgation des données et des documents à toutes les étapes du processus contractuel.²¹ Aujourd'hui, 19 pays (à différents niveaux de gouvernement) divulguent des données sur les achats en format NDPMO,²² et plus de 50 pays s'efforcent d'élargir davantage le processus ouvert d'octroi de contrats.²³



LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Tirer parti du PGO afin de mettre en œuvre la NDPMO au Nigéria

Après son entrée au PGO en 2016, le gouvernement du Nigéria s'est engagé, dans le cadre de son premier plan d'action en tant que membre de ce partenariat (2017-2019), à adopter la norme NDPMO dans ses systèmes de passation des marchés publics. Le gouvernement a décidé d'accorder la priorité aux réformes dans les ministères clés, notamment ceux de l'Énergie, des Transports, des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Santé, de l'Éducation, des Affaires du delta du Niger, de l'Environnement et des Minéraux solides. Bien plus encore, le gouvernement s'est engagé non seulement à divulguer des renseignements selon la formule de la NDPMO, mais également à mettre en place un conseil des marchés multilatéral et à former les organisations de la société civile, le secteur privé et les médias, à l'utilisation de la nouvelle plateforme comme moyen d'accroître la participation des citoyens au processus d'approvisionnement.²⁴

.....
"L'école Nkwoji Migrant Fishermen à Anambra, au Nigéria, est inachevée en raison de la faiblesse des processus contractuels." Photographie de PPDC

Le processus ouvert d'octroi de contrats au sein du PGO

La plupart des membres du PGO ont tiré parti de la plateforme pour promouvoir le processus ouvert d'octroi de contrats. Depuis la création du PGO en 2011, plus des trois quarts des membres ont pris au moins un engagement envers le processus ouvert d'octroi de contrats. Un peu plus de la moitié des membres du PGO participe activement au processus ouvert d'octroi de contrats (dans le cadre du plan d'action 2017 à 2019 ou celui de 2018 à 2020).²⁵ En effet, le processus ouvert d'octroi de contrats est aujourd'hui l'un des domaines de politique où le PGO est le plus actif. Sur le plan du contenu, ce sous-ensemble d'engagements du PGO a couvert divers sujets, allant de l'établissement de portails de données contenant de l'information sur l'approvisionnement, à l'harmonisation des données sur les marchés avec la NDPMO.²⁶

Selon le mécanisme d'évaluation indépendant (MEI), dont le rôle est d'évaluer la qualité et la mise en

œuvre des engagements du PGO, les engagements concernant le processus ouvert d'octroi de contrats produisent de meilleurs résultats que tout autre processus.²⁷ Plus de deux engagements de contrats ouverts sur cinq ont mené à des changements significatifs en matière de transparence de l'approvisionnement, ce qui représente plus du double du taux d'engagements « réussis » dans l'ensemble.

Néanmoins, les engagements continuent à mettre l'accent sur la divulgation des renseignements plutôt que sur la participation des citoyens. Par exemple, aucun engagement en matière de marché ouvert n'a permis d'obtenir des gains importants sur le plan de la participation civique ou de la responsabilité publique. Comme le démontre clairement la section suivante, la prochaine étape consiste à susciter la participation des utilisateurs.

Les limites du processus ouvert d'octroi de contrats

Malgré l'efficacité relative des engagements relatifs au processus ouvert d'octroi de contrats dans le cadre du PGO, plusieurs domaines importants méritent d'être améliorés. La suite de cette section fournit une feuille de route qui permet l'évolution des réformes actuelles concernant le processus ouvert d'octroi de contrats. En particulier, les sections suivantes sont regroupées en trois principaux domaines de réforme suggérés :

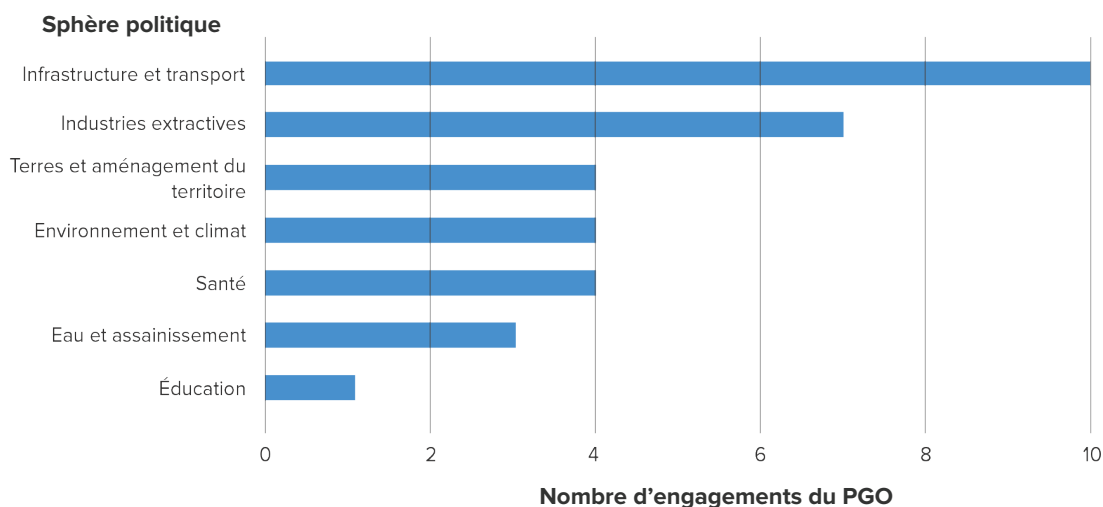
- Participation des utilisateurs dans le domaine sectoriel;
- Divulgation des données de plus haute qualité;
- Autonomisation des femmes au moyen de processus ouverts d'octroi de contrats.

Participation des utilisateurs dans le domaine sectoriel

Pour de nombreux pays, il peut être plus facile d'améliorer l'utilisation des données sur les contrats en s'intéressant à un problème ou à un secteur particulier, du moins, dans un premier temps. Un autre moyen efficace d'obtenir plus de données consiste à travailler avec les parties prenantes d'un secteur particulier qui tentent de résoudre un ensemble de problèmes concrets ou de présenter des offres. Ce moyen peut aussi être plus rentable. Différents acteurs pourront s'exprimer sur des questions diverses, y compris par exemple les grands projets d'infrastructure, la construction d'hôpitaux ou le processus d'octroi de permis pour les contrats pétroliers. Surtout, la NDPMO est en harmonie avec les réformes menées dans le cadre de l'Initiative pour la



FIGURE 1. De nombreux engagements en matière de contrats ouverts du PGO concernent les infrastructures



Source: OGP commitment data, December 2018.⁶⁰ (n=193).

transparence des industries extractives et de l'Initiative pour la transparence du secteur de la construction, et peut soutenir ces réformes, comme il est indiqué dans l'encadré « Leçons à tirer des réformateurs : Les arguments en faveur de contrats ouverts en matière d'infrastructures » plus loin.

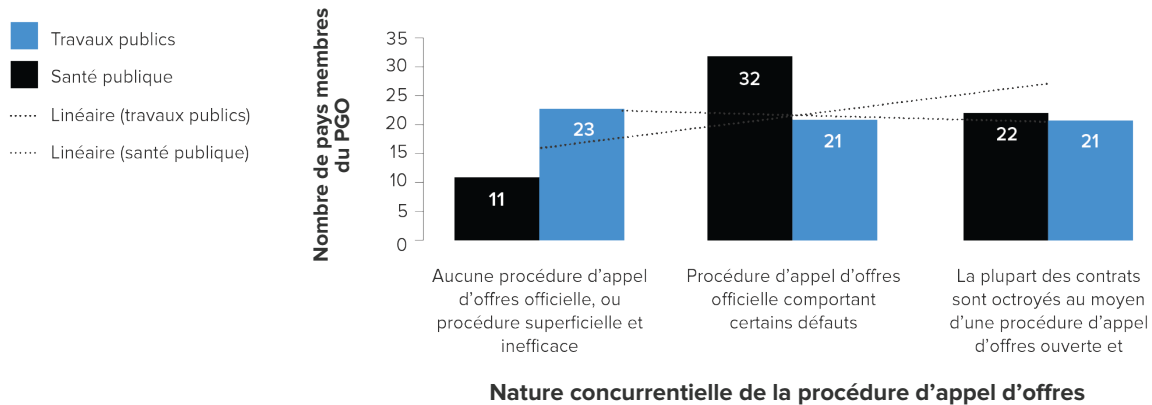
En général, les membres du PGO adoptent une approche intersectorielle ou non précisée dans leurs réformes en matière de contrats ouverts. Seulement environ un engagement du processus ouvert d'octroi de contrats sur cinq renvoie à un domaine politique précis. Bien que la plupart des engagements concernant les contrats ouverts ne soient pas axés sur un secteur, ceux qui font référence à des secteurs précis ont tendance à traiter des questions relatives aux infrastructures et à l'environnement. Les secteurs les plus fréquemment suivis dans les engagements de contrats ouverts sont énumérés à la page suivante dans la figure 1, qui démontre que les infrastructures constituent la préoccupation sectorielle la plus commune. Il existe également un petit nombre d'engagements de contrats ouverts relatifs aux industries extractives, à la terre et à d'autres questions environnementales comme le climat. Un autre sous-ensemble d'engagements est axé sur la passation de marchés dans les services publics comme l'éducation, la santé et l'eau. Principalement, il n'existe aucun engagement en matière de contrats ouverts qui prenne explicitement en compte les enjeux relatifs au sexe.

Les procédures relatives aux contrats – et les risques qui y sont associés – varient considérablement d'un secteur à l'autre. Compte tenu de la disparité des politiques de passation des marchés entre les différents secteurs, une approche sectorielle de contrats ouverts est en mesure de cibler des domaines à haut risque. Par exemple, les données de l'Indice sur l'État de droit du World Justice Project à la figure 2 montrent que les experts des pays considèrent que les procédures d'appel d'offres sont plus rigides pour le secteur des travaux publics que pour celui de la santé. En particulier, les experts juridiques ayant participé au sondage dans les pays membres du PGO ont observé des procédures d'appel d'offres plus formelles, malgré certains défauts, pour le secteur des travaux publics que pour celui de la santé publique.²⁸ Les fonds consacrés aux infrastructures sont souvent considérablement plus élevés, ce qui est donc relativement bien reçu. Néanmoins, il souligne le message clé selon lequel les gouvernements peuvent entreprendre des évaluations des risques afin de déterminer les secteurs les plus exposés à l'inefficacité et à la corruption dans leur pays, et planifier en conséquence les réformes relatives au processus ouvert d'octroi de contrats.

Tout comme les données ouvertes de manière plus générale, la seule publication de données sur les marchés est insuffisante. Pour apporter des améliorations à la gouvernance, la divulgation des données doit répondre à plusieurs conditions fondamentales,

FIGURE 2. Les experts des pays membres du PGO considèrent que les procédures d'appel d'offres pour les travaux publics sont plus ouvertes que celles du secteur de la santé publique

Les experts ont choisi la déclaration qui se rapprochait le plus de leurs points de vue sur les marchés publics pour les travaux publics de grande envergure (aéroports, autoroutes, centrales électriques, etc.) et pour l'approvisionnement en produits de santé publique (dépenses en médicaments, vaccins, équipement médical, bâtiments, etc.) dans leur pays. (n = 130)

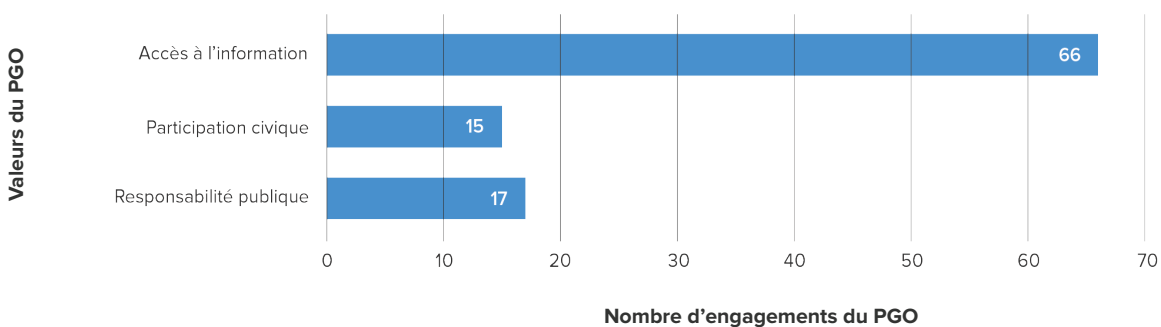


Source: L'Indice sur l'État de droit du World Justice Project, 2017-2018, QRQ 46, QRQ 50.

telles que la publicité et un espace réservé à la participation civique. Pour que les données puissent être utilisées, elles doivent être portées à la connaissance du public et être utilisables. Dans certains cas, cela peut nécessiter le développement et la publication d'informations au moyen de portails situés dans un emplacement où les utilisateurs sont susceptibles de le trouver et de l'utiliser. (À titre d'exemple, les journal-

istes qui travaillent sur le système de santé pourraient vouloir consulter les données relatives à l'approvisionnement dans le secteur de la santé sur le site Web de l'administration de l'hôpital. Par ailleurs, les organisations environnementales pourraient souhaiter voir les principaux contrats d'extraction sur le site du ministère des Mines.)²⁹

FIGURE 3. La plupart des engagements en matière de contrats ouverts sont axés sur la divulgation d'informations



Source: OGP commitment data, December 2018.⁶¹ (n=193)





LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Les arguments en faveur de contrats ouverts en matière d'infrastructures

Selon le Fonds monétaire international, l'inefficacité en matière d'infrastructure publique – mesurée par l'écart entre le niveau des investissements publics et la couverture/qualité de l'infrastructure résultante – avoisine les 30 %.³⁰ En outre, environ un tiers seulement des pays PGO ont mis en place un processus d'appel d'offres ouvert et concurrentiel pour les travaux publics, comme le montre la figure 2. Le processus ouvert d'octroi de contrats peut permettre de résoudre ces problèmes. En particulier, l'Initiative pour la transparence dans le secteur de la construction (CoST) est un mécanisme important de la mise en œuvre du processus ouvert d'octroi de contrats en infrastructure au moyen de la divulgation d'informations aux étapes clés du cycle de projet, d'un processus d'examen indépendant, d'un engagement de plusieurs parties prenantes et de canaux de responsabilité sociale.

Les engagements du PGO axés sur la mise en œuvre de la CoST ont déjà permis d'obtenir des résultats importants. Au Honduras, le gouvernement a communiqué des données provenant de près de 1000 projets d'infrastructure, y compris des partenariats public-privé. En Ukraine, l'examen de plus de 120 contrats de réparation de routes publiques a permis de déceler plusieurs problèmes, tels que des travaux de mauvaise qualité et des écarts de prix. Mais surtout, ces engagements ont entraîné une participation civique accrue et des changements politiques concrets.

Exemple : la participation communautaire a des répercussions positives au Malawi

Au Malawi, la CoST a mis en place plusieurs canaux permettant aux citoyens de faire part de leurs préoccupations concernant les projets d'infrastructure publique. Un service de messagerie SMS et des débats à la radio publique permettent aux citoyens de parler de leurs rétroactions et d'interroger les décideurs. La CoST s'est également efforcée de susciter la participation des médias au moyen de formations et de « prix pour les médias » qui

.....
"Les citoyens surveillent la construction du Canal Seco, une nouvelle autoroute qui relie la mer des Caraïbes au Pacifique." Photographie de CoST Honduras

récompensent les reportages exceptionnels sur les principaux problèmes relatifs aux infrastructures publiques. En ce qui concerne les retombées, la CoST du Malawi a permis de résilier un contrat relatif à une route publique comportant un travail de mauvaise qualité et une augmentation de prix. Ce résultat s'apparente à ce que la CoST a réalisé ailleurs, notamment en ce qui concerne la réparation d'un pont endommagé en Ukraine et la lutte contre la pollution environnementale sur un chantier de construction au Honduras.³¹

Facteurs essentiels pour augmenter l'utilisation des données relatives à l'octroi des contrats

Harmoniser l'offre de données avec les demandes des utilisateurs

Les recherches antérieures montrent qu'il existe souvent un déséquilibre entre l'offre et la demande de données dans les pays membres du PGO.³² De nombreux pays développent en premier lieu des plateformes de données ouvertes, puis cherchent à susciter la participation des parties prenantes et à encourager l'utilisation de ces données. Au contraire, l'identification et la consultation des parties prenantes avant la mise au point d'une nouvelle plateforme de passation de marchés peuvent permettre d'adapter les informations divulguées aux besoins des utilisateurs. Par exemple, dans le cadre de son dernier plan d'action du PGO, le gouvernement des États-Unis a collaboré avec des journalistes d'enquête et des organisations de la société civile lors de la conception d'un nouveau portail de données sur les dépenses afin de garantir un produit final utile et utilisable. Comme résultat final, les données et le site Web (www.usaspending.gov) ont été mis au point avec deux pistes parallèles : une pour le grand public et une pour les enquêteurs.³³

Il est important de se rappeler que la consultation des utilisateurs donne lieu à de meilleures données, et pas nécessairement plus de données. L'établissement des priorités est important et la participation des utilisateurs finaux aux premières étapes de la réforme peut aider les gouvernements à déterminer les champs de données les plus essentiels pour la publication.

Rendre les données sur les contrats exploitables

L'utilisation des données repose sur l'accès des utilisateurs à des données utilisables et exploitables. Cela nécessite souvent la traduction des données

brutes sur les contrats en de nouveaux formats qui permettent de mieux comprendre différents publics. L'établissement et le suivi des indicateurs de performance clés, par exemple, peuvent permettre aux utilisateurs de mesurer les progrès réalisés sur des résultats précis. Les indicateurs possibles incluent le pourcentage de nouveaux fournisseurs ayant fait une soumission, le pourcentage total des économies réalisées et le pourcentage de contrats exécutés dans les délais prescrits. De nombreuses ressources pertinentes existent déjà. Le PGO a préparé une liste d'indicateurs correspondant à l'utilisation finale des données sur les contrats,³⁴ ainsi que des conseils sur la meilleure manière de les relier aux données dans le format NDPMO.³⁵ Le PGO a également élaboré des guides de l'utilisateur,³⁶ un répertoire des outils³⁷ ainsi qu'un nouvel outil de collecte et d'analyse des données NDPMO.³⁸

Afin d'aborder la question d'intégrité publique en particulier, l'intégration de systèmes d'alerte rouge peut également rendre les données plus exploitables pour les utilisateurs. Ces outils, tels que ceux mis au point par Development Gateway en collaboration avec le PGO, peuvent permettre de détecter les risques de corruption au moyen de données d'approvisionnement brutes.³⁹ À titre d'exemple, depuis fin octobre 2018, le service public de l'Ukraine procède à une vérification automatique des offres dans le système d'approvisionnement en ligne, en se basant sur 35 indicateurs de risque.⁴⁰ L'intégration de ce type d'outils dans les systèmes existants est beaucoup plus facile lorsque les données d'approvisionnement sous-jacentes se présentent déjà dans un format normalisé tel que celui de la NDPMO. Les signaux d'alarme sont également plus utiles si les données sont mises à jour de manière proactive (et régulière). Sans un engagement en vue d'une mise à jour rapide, l'analyse sera difficile.



Rendre les données interexploitables

Un autre moyen important de rendre les données sur les approvisionnements plus exploitables consiste à les associer à des secteurs gouvernementaux clés. Par exemple, les données relatives aux contractants sont plus utiles lorsqu'elles sont liées à des registres de propriété effective ou à des portails qui suivent les grands projets d'infrastructure. De même, les données concernant les dépenses relatives aux contrats dressent un portrait plus complet lorsqu'elles sont liées aux données budgétaires et aux dépenses réelles du gouvernement.⁴¹ Comme le reconnaît l'OCP (Open Contracting Partnership – Partenariat pour des contrats ouverts), c'est pour cette raison que l'utilisation d'identificateurs uniques dans les données d'approvisionnement (telles qu'elles sont incluses dans le système de la NDPMO) est absolument essentielle.⁴²

Recueillir les rétroactions et fermer les boucles de rétroaction

Les gouvernements doivent établir des mécanismes de rétroaction clairs et des possibilités pour le public d'agir sur les données d'approvisionnement divulguées, par exemple en déposant des plaintes, en signalant les irrégularités ou en proposant des améliorations. Idéalement, ces mécanismes seraient institutionnalisés et permettraient une interaction entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé, aussi bien au sein des secteurs qu'entre ceux-ci. Il est peut-être encore plus important de noter que les gouvernements doivent fermer la boucle de rétroaction en répondant aux rétroactions reçues et en y donnant suite. Un contrôle efficace et une participation continue des utilisateurs exigent que les organismes de surveillance tiennent les fonctionnaires responsables au moyen de sanctions ou d'autres amendes en réponse à un comportement inapproprié. La plate-forme DoZorro mise en évidence dans l'encadré à la page suivante constitue un exemple de plateforme qui encourage l'utilisation de données sur les contrats ouverts pour obtenir des résultats.



LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Renforcer l'autonomie des citoyens en tant que chiens de garde en Ukraine

Après le lancement réussi de la plateforme d'approvisionnement électronique ProZorro en 2015, l'Ukraine a lancé DoZorro en novembre 2016 dans le cadre de son plan d'action du PGO pour 2016-2018.⁴³ DoZorro est une plateforme de surveillance des marchés publics qui permet aux citoyens de soumettre leur rétroaction, notamment en signalant d'éventuelles irrégularités et les infractions dans le secteur des marchés publics. Selon le gouvernement, plus de 700 000 utilisateurs ont visité le site Web depuis son lancement et ont signalé près de 74 000 préoccupations, dont 20 000 concernaient des infractions réelles aux règles et principes des marchés publics.⁴⁴

Surtout, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour donner suite à la rétroaction des citoyens, notamment en lançant des appels aux organes de contrôle, en modifiant les offres et en ouvrant des enquêtes formelles.⁴⁵ Ainsi, le gouvernement a créé un environnement favorable pour répondre aux plaintes des utilisateurs. Aujourd'hui, un groupe de surveillance récemment formé s'efforce actuellement à concevoir des politiques qui améliorent davantage la rapidité et l'efficacité du processus d'application. Parallèlement, l'organisation Transparency International en Ukraine effectue des progrès sur l'utilisation d'outils technologiques basés sur l'intelligence artificielle qui révèlent le potentiel de l'automatisation de la surveillance des risques d'infraction.

.....
Photographie du Cabinet des ministres de l'Ukraine



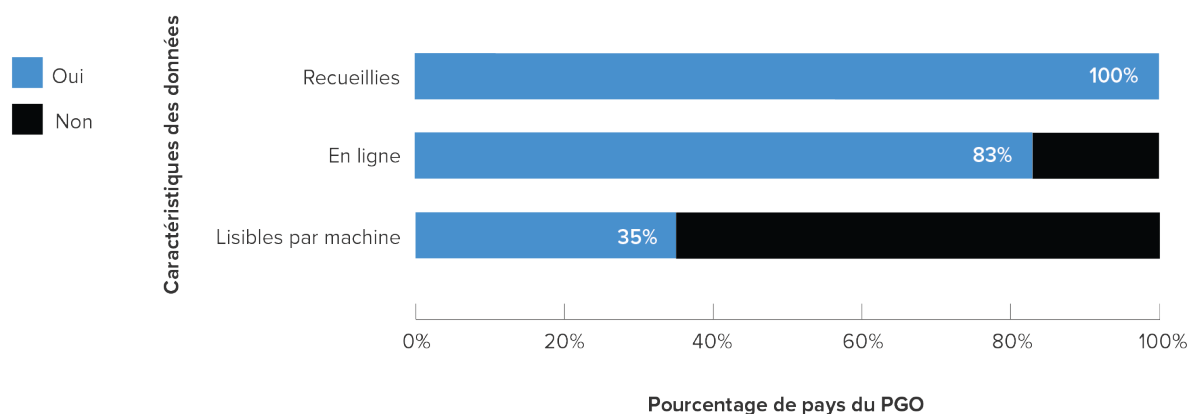
Divulguer des données de meilleure qualité sur les contrats

La facilité d'utilisation des données sur les contrats en ligne constitue un obstacle contraignant. Pour obtenir des résultats grâce à la publication des données sur les contrats, il est important de s'assurer que ces données sont utilisables. Selon le Baromètre des données ouvertes de la Web Fondation, les pays du PGO obtiennent de bons résultats en ce qui concerne la collecte et la divulgation d'informations sur les contrats. Ces résultats sont moindres en ce qui concerne la facilité d'utilisation des données, telles que la rapidité et la lisibilité par machine. Comme le montre la figure 4 ci-dessous, tous les pays PGO recueillent actuellement des informations sur les contrats. Plus de quatre pays du PGO sur cinq publient ces informations

en ligne, quel que soit leur format. Cependant, environ un tiers seulement des pays du PGO publient des informations sur les contrats dans un format lisible par machine, ce qui faciliterait leur utilisation.

Le caractère exhaustif de l'information est également essentiel. Bien que l'exhaustivité des informations sur les contrats soit difficile à mesurer, il s'agit d'un indicateur clé de la qualité de l'information. Certaines mesures peuvent être prises pour s'assurer que des règles et un processus sont en place pour veiller à ce que la divulgation reste la norme. Les « Principes de transparence commerciale dans l'attribution des contrats publics » peuvent constituer un point de départ marquant.⁴⁶ (voir l'encadré « Directives et normes : principes de transparence commerciale dans l'attribution des contrats publics » à la page suivante.)

FIGURE 4. La plupart des pays OGP publient des données sur les contrats, mais la lisibilité par machine reste un défi



Source: Baromètre des données ouvertes, 4e édition et édition Leaders, 2017-2018.⁴⁷ (n = 65)

Principes de transparence commerciale dans l'attribution des contrats publics⁴⁸



"Métro de Buenos Aires" Photographie de Hernán Piñera, Flickr

Transparence par conception

1. Les contrats du secteur public doivent faire preuve de transparence et d'efficacité.
2. La publication complète du contrat doit être la norme.
3. Les renseignements nécessaires pour vérifier la rentabilité doivent être divulgués.

Exceptions dans l'intérêt du public

4. Les renseignements ne doivent être caviardés que pour des raisons de sensibilité commerciale lorsque l'intérêt du public à ne pas divulguer des renseignements l'emporte sur le besoin de les divulguer.
5. Le critère de l'intérêt public devrait tenir compte de l'ensemble des avantages économiques du partage d'informations commerciales, ainsi que des arguments en faveur de la responsabilité et du droit du public à l'information.
6. Le motif du caviardage doit clairement être indiqué.
7. Les gouvernements doivent fournir aux

entités publiques, aux organismes et aux entreprises des directives claires sur la publication des contrats et sur les cas où des informations peuvent être exemptées de l'obligation de publication pour des raisons de sensibilité commerciale.

Un processus clair et rigoureux

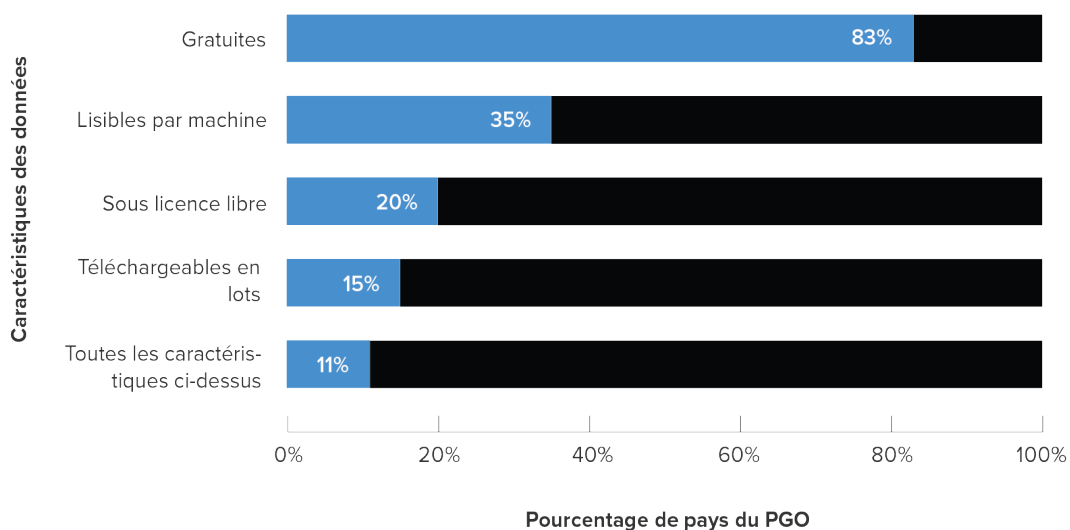
8. Lorsque le caviardage est potentiellement autorisé, il devrait exister un processus clair permettant de déterminer les sections caviardées, les raisons de ce processus, la durée et les procédures d'appel.
9. Un système garantissant que les contrats et les informations sur les contrats sont divulgués dans la pratique doit être mis en place.
10. Lorsque des dérogations à la divulgation des informations sont accordées pour des raisons de sensibilité commerciale, cela devrait constituer un motif pour un examen plus rigoureux au moyen d'autres mécanismes de surveillance.



Des améliorations importantes sont possibles pour d'autres aspects clés des données ouvertes. Outre la lisibilité par machine, d'autres éléments importants des données ouvertes, tels qu'ils sont présentés dans la définition ouverte énoncée par Open Knowledge International, sont :⁴⁹ les données doivent être gratuites, téléchargeables en une seule fois et sous licence libre. La figure 5 ci-dessous montre le niveau de rendement des pays du PGO en ce qui concerne ces mesures pour ce qui est de la divulgation des données sur les contrats. L'analyse démontre que le coût des données ne constitue pas un problème généralisé. Au contraire, les problèmes de licences ouvertes et de téléchargements en masse sont beaucoup plus courants. La barre la plus en dessous du graphique montre que seulement environ un pays PGO sur dix respecte toutes ces exigences clés en matière de données ouvertes. Selon cette définition, le baromètre des données ouvertes indique que seuls sept pays du PGO divulguent des données sur les contrats ouverts.

En ce qui concerne la couverture des données, il est possible d'élargir la portée au-delà de l'approvisionnement. Bien que les pays doivent s'efforcer davantage de couvrir l'ensemble des contrats publics, y compris les biens, les services et les infrastructures, ils devront également ouvrir leurs contrats aux partenariats public-privé et aux concessions ou licences de grande envergure, y compris les contrats pétroliers et gaziers (conformément à l'Initiative pour la transparence des industries extractives).

FIGURE 5. Peu de pays PGO respectent les éléments clés de la divulgation de données ouvertes en ce qui concerne les contrats



Source: Baromètre des données ouvertes, 4e édition et édition Leaders, 2017-2018.⁵⁰ (n = 65)

Autonomisation des femmes au moyen de processus ouverts d'octroi de contrats

Les femmes sont largement exclues des processus d'approvisionnement public. Bien que les marchés publics représentent 15 % du PIB mondial, le Centre du commerce international (CCI) estime que les entrepreneuses ne décrochent que 1 % des contrats publics mondiaux.⁵¹ Le CCI indique que l'accès limité aux informations sur les offres, le manque de compréhension des procédures et la difficulté à répondre aux exigences constituent des obstacles importants pour les entrepreneuses.⁵² La politique en matière d'approvisionnement public représente donc un outil important que les gouvernements peuvent utiliser pour activement promouvoir l'égalité entre les sexes.

Une plus grande participation des femmes à l'approvisionnement public représente une bonne décision sur le plan financier. L'élargissement de l'accès des femmes aux marchés publics peut avoir des retombées importantes sur l'économie. Par exemple, les entrepreneuses réinvestissent jusqu'à 90 % de leurs revenus dans leur famille et leur communauté, contre 35 % pour les hommes, ce qui justifie le rôle des entreprises gérées par des femmes en tant que moteur important de la croissance.⁵³ Les entreprises appartenant à des femmes ont également tendance à employer plus de femmes que d'hommes (40 % de ces entreprises emploient en majorité des femmes).⁵⁴ Par ailleurs, l'inclusion des femmes dans le processus d'octroi de contrats peut influencer la mise en œuvre d'un projet, en particulier dans les situations où les femmes sont touchées de manière disproportionnée, comme le déplacement.⁵⁵

BON À SAVOIR

Définir les « entreprises appartenant à des femmes »

Bien que les définitions varient d'un contexte à l'autre, il est essentiel que celles-ci mettent en relief le fait que l'entreprise appartient directement à une femme, ainsi que le fait qu'elle la dirige au quotidien. Par exemple, aux États-Unis, une petite entreprise appartenant à une femme est définie comme une entreprise dont 1) la part représentée et contrôlée par une ou plusieurs femmes propriétaires de citoyenneté américaine est d'au moins 51 % et 2) des femmes s'occupent de la gestion quotidienne des opérations et prennent des décisions à long terme. Les définitions devraient également être uniformes dans tous les organismes gouvernementaux afin de garantir la pertinence des données recueillies.



Comment démarrer : collecte et divulgation de données et participation des citoyens

Collecte et divulgation de données

Il existe un manque général de données sur les contrats ventilés selon le sexe,⁵⁶ ce qui peut rendre difficile la détermination du degré d'efficacité avec lequel les entreprises appartenant à des femmes participent au processus d'octroi de contrats du secteur public. En conséquence, l'une des premières étapes les plus importantes consiste à recueillir et à divulguer de meilleures données concernant les entreprises appartenant à des femmes. (Voir l'encadré « Bon à savoir : Définir les entreprises appartenant à des femmes » pour les définitions.) Les données sur les questions fondamentales ci-dessous constitueraient une base de référence importante et permettraient d'évaluer l'ampleur du problème :

- Combien d'entreprises appartenant à des femmes sont établies dans le pays ou la région?
- Combien d'entreprises appartenant à des femmes sont enregistrées comme fournisseur du gouvernement?
- Combien d'entreprises appartenant à des femmes soumettent des offres pour des contrats gouvernementaux?
- Combien d'entreprises appartenant à des femmes reçoivent des contrats?
- Quel pourcentage des dépenses d'approvisionnement est attribué aux entreprises appartenant à des femmes?
- Combien d'entreprises appartenant à des femmes sont préqualifiées pour être inscrites sur les listes de fournisseurs accrédités?⁵⁷



LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Contrats inclusifs à Elgeyo-Marakwet, Kenya

Bien que le programme du Kenya relatif à l'accès aux marchés publics (AGPO)⁵⁸ exige que 30 % des marchés publics soient octroyés aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées, ces groupes rencontrent toujours des obstacles importants (concernant le financement et l'expertise) dans ce secteur. Malheureusement, les entrepreneurs véreux en ont profité en ayant recours à des mandataires pour tirer profit de la politique du programme AGPO.⁵⁹

Pour résoudre ces problèmes, dans le cadre de son premier plan d'action pour le PGO en 2017, le gouvernement du comté a organisé une formation destinée aux groupes d'intérêts spéciaux, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, sur la manière d'accéder aux marchés publics. Ce travail se poursuit dans le plan d'action en cours 2018-2020, dans lequel le gouvernement s'engage à mettre en œuvre plusieurs politiques visant à impliquer davantage le public dans le processus d'octroi de contrats et, en particulier, à lutter contre les abus du programme AGPO afin que des groupes d'intérêts spéciaux puissent tirer pleinement parti des occasions de marché.

.....
Photographie d'Elgeyo-Marakwet du Partenariat pour Gouvernement Ouvert



Bien que la ventilation des données sur les contrats des entreprises appartenant à des femmes soit une première étape fondamentale, une décomposition plus poussée de ces données fournirait des renseignements supplémentaires. Par exemple, désagréger les entreprises appartenant à des femmes par nouvelles entreprises par opposition aux entreprises existantes ou selon le statut minoritaire ou de groupe protégé pourrait permettre de mesurer le succès des efforts de sensibilisation ciblés au fil du temps. De même, il serait utile d'assurer le suivi, la qualité de la mise en œuvre, ainsi que la répartition des contrats principaux par rapport aux contrats de sous-traitance octroyés à des femmes. (Voir « Leçons à tirer des réformateurs : Octroi des contrats inclusifs à Elgeyo-Marakwet, Kenya » à la page précédente pour un exemple de pratiques du PGO.)

Susciter la participation des citoyens pour concevoir des politiques tenant compte des sexes

Au-delà de la divulgation de données sur la participation des entreprises appartenant à des femmes à l'approvisionnement public, les gouvernements pourraient impliquer les groupes de femmes entrepreneuses et la société civile en général dans l'élaboration de politiques d'octroi des contrats qui tiennent compte des sexes. Les gouvernements sont en mesure de mettre en œuvre diverses réformes pour remédier au faible niveau

de participation des femmes dans les marchés publics, comme l'établissement d'objectifs ou de cibles obligatoires, l'instauration de préférences pour les entreprises appartenant à des femmes ou la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités. Quelle que soit la politique adoptée, les gouvernements doivent collaborer activement avec la société civile, les groupes de femmes d'affaires en particulier, afin de s'assurer que les politiques tiennent compte des défis particuliers rencontrés par les entrepreneuses lorsqu'elles tentent d'accéder aux marchés publics.

Étant donné que l'accès limité à l'information est un obstacle majeur pour les entrepreneuses, les gouvernements pourraient également consacrer des ressources à la sensibilisation aux occasions de marchés et aux instructions sur les procédures de présentation des offres. Bien que ces informations puissent être disponibles en ligne sur des plateformes d'octroi de contrats publics, le partage d'informations directement avec des organisations professionnelles de femmes et d'autres associations peut être un moyen plus efficace pour surmonter les obstacles fréquemment rencontrés, comme l'absence d'accès à Internet. (Voir « Leçons tirées des réformateurs : Octroi des contrats inclusifs à Elgeyo-Marakwet, Kenya » et « Leçons tirées des réformateurs : Utilisation de données sur les entreprises appartenant à des femmes en Albanie », pour des exemples de pratiques du PGO.)



“Une réunion des défenseurs des entreprises appartenant à des femmes se réunit pour discuter des progrès réalisés en matière de contrats ouverts.” Photographie de l'Institut des sciences albanais

LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Utilisation des données sur les entreprises appartenant à des femmes en Albanie

En 2016, l'Institut albanais des sciences (AIS), l'une des organisations de la société civile mobilisées dans le processus du PGO en Albanie, a mené une étude utilisant des données sur les entreprises appartenant à des femmes. D'après cette étude :

- Les entreprises appartenant à des femmes en Albanie reçoivent 5 % des contrats municipaux, soit seulement 3,2 % de l'ensemble de l'approvisionnement municipal;
- Les contrats attribués aux entrepreneuses ont tendance à être plus rentables;
- Les grandes municipalités attribuent principalement des contrats de moindre valeur à des entreprises appartenant à des femmes;
- Onze municipalités n'ont octroyé aucun contrat à des entrepreneuses.

En mars 2017, l'AIS a organisé un débat public avec la participation des experts des gouvernements et de la société civile sur les moyens de relever les défis auxquels sont confrontées les entreprises appartenant à des femmes et de débattre d'une série de nouvelles initiatives gouvernementales axées sur le soutien aux entrepreneuses. Ainsi, l'analyse des données accessibles au public sur les entreprises appartenant à des femmes a établi des bases de référence importantes, permis aux parties prenantes de suivre le rendement des institutions gouvernementales individuelles et faciliter une discussion plus éclairée sur les moyens d'accroître la participation des femmes aux marchés publics.⁶²

Endnotes

- ¹ Open Contracting Partnership (OCP), “Why Open Contracting is Essential to Open Government,” (2015), https://www.open-contracting.org/wp-content/uploads/2016/01/OCP2015_Brief-OpenContracting-OGP.pdf.
- ² Lucas Amin, “Making the Case for Open Contracting in Healthcare Procurement,” (Transparency International, January 2017), http://ti-health.org/wp-content/uploads/2017/01/Making_The_Case_for_Open_Contracting_TI_PHP_Web.pdf.
- ³ OCP, “Why Open Contracting is Essential to Open Government.”
- ⁴ UN Office on Drugs and Crime, “Guidebook on anti-corruption in public procurement and the management of public finances,” (2013), https://www.unodc.org/documents/corruption/Publications/2013/Guidebook_on_anti-corruption_in_public_procurement_and_the_management_of_public_finances.pdf.
- ⁵ Amin, “Making the Case for Open Contracting in Healthcare Procurement.”
- ⁶ M Fazekas and G Kocsis, Uncovering High-Level Corruption: Cross-National Corruption Proxies Using Government Contracting Data (Government Transparency Institute, 2015), <http://www.govtransparency.eu/index.php/2017/08/28/uncovering-high-level-corruption-cross-national-corruption-proxies-using-government-contracting-data/>.
- ⁷ OCP, “Why Open Contracting” (2019), <https://www.open-contracting.org/why-open-contracting/#what-is-open-contracting>.
- ⁸ OCP, “Idiot’s Guide to Looting Public Procurement and Getting Rich Quickly” (2018), <https://www.open-contracting.org/resources/idiotsguide/>.
- ⁹ Katherine Wikrent, “Red Flags for Integrity: Giving the Green Light to Open Data Solutions” (OCP, 30 Nov. 2016), <https://www.open-contracting.org/2016/11/30/red-flags-in-integrity-giving-green-light-open-data-solutions/>.
- ¹⁰ OCP, “Why Open Contracting.”
- ¹¹ Stephen Knack et al., “Deterring Kickbacks and Encouraging Entry in Public Procurement Markets,” Policy Research Working Paper 8078 (World Bank Group, May 2017), <http://documents.worldbank.org/curated/en/817871496169519447/pdf/WPS8078.pdf>.
- ¹² Karolis Granickas, “Learning insights: The latest impacts emerging from Ukraine’s Prozorro reforms” (OCP, 12 Jan. 2018), <https://www.open-contracting.org/2018/01/12/learning-insights-latest-impacts-emerging-ukraines-prozorro-reforms/>.
- ¹³ OGP, The Skeptic’s Guide to Open Government (2018), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/SKEPTICS-GUIDE_20180710.pdf.
- ¹⁴ OGP, The Skeptic’s Guide to Open Government
- ¹⁵ Sophie Brown and Georg Neumann, “The deals behind the meals, How open contracting helped fix Colombia’s biggest school meal program” (Open Contracting Stories, 9 Apr. 2018), <https://medium.com/open-contracting-stories/the-deals-behind-the-meals-c4592e9466a2>.
- ¹⁶ G20 Anti-Corruption Open Data Principles (G20, 2015), <http://www.g20.utoronto.ca/2015/G20-Anti-Corruption-Open-Data-Principles.pdf>.
- ¹⁷ G20 Principles for Promoting Integrity in Public Procurement (G20, 2015), <http://www.seffaflik.org/wp-content/uploads/2015/02/G20-PRINCIPLES-FOR-PROMOTING-INTEGRITY-IN-PUBLIC-PROCUREMENT.pdf>.
- ¹⁸ OCP, “Pledge to make public contracting ‘open by default’ major step in fighting corruption” (12 May 2016), <https://www.open-contracting.org/news/pledge-make-public-contracting-open-default-major-step-fighting-corruption/>.
- ¹⁹ Contracting 5, Contracting 5 Draft Declaration (Dec. 2016), <https://www.open-contracting.org/wp-content/uploads/2016/12/C5declaration.pdf>.
- ²⁰ OGP, Paris Declaration for Open Government, Collective Actions to Accelerate Open Government, (9 Dec. 2016), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Paris-Declaration-for-Open-Government_collective-actions.pdf.
- ²¹ OCP, Open Contracting Data Standard, ver. 1.1, (31 May, 2017), <http://standard.open-contracting.org/latest/en/>.
- ²² OCP, “Worldwide” (accessed 30 Oct. 2018), <https://www.open-contracting.org/why-open-contracting/worldwide>.
- ²³ OCP, “Impact Stories” (2019), <https://www.open-contracting.org/impact-stories/>.
- ²⁴ OGP, “Commitment 02 Open Contracting (Nigeria)” (2017), <https://www.opengovpartnership.org/commitment/02-open-contracting-nigeria>.
- ²⁵ This is as of the end of 2018. Commitments related to procurement/licensing are only considered to be open contracting commitments if they are also relevant to open government, i.e. relevant to the OGP values of access to information, civic participation, or public accountability.
- ²⁶ OGP, “Open Contracting Commitments Fact Sheet” (Nov. 2018), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/OGP_Fact-Sheet_Open-Contracting_November2018.pdf.
- ²⁷ Please note that the IRM carries out this assessment after the end of the action plan cycle and first began measuring this variable in 2016. For this reason, the sample size

here is smaller than the overall pool of open contracting commitments.

- ²⁸ For more details about these indicators and how they are measured, please see the methodology document published by the World Justice Project for the Rule of Law Index, available here: https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/ROLIndex2017-2018_Variables_FINAL.pdf.
- ²⁹ This information is derived using the “Open Data” tag in the OGP Commitment Database. For more information about this tag and others referenced in this report, please see the method chapter.
- ³⁰ IMF, Making Public Investment More Efficient (11 Jun. 2015), <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2015/061115.pdf>.
- ³¹ CoST Infrastructure Transparency Initiative, CoST and the Open Government Partnership, Guidance Note (Jul. 2018), <http://infrastructuretransparency.org/wp-content/uploads/2018/07/Guidance-Note-1-Web.pdf>.
- ³² Tim Davies, “Open Data in Developing Countries - Emerging Insights from Phase I,” Open Data in Developing Countries Working Papers (Berlin, Germany: The World Wide Web Foundation, 2014), <http://bit.ly/1Lnebpj>.
- ³³ OGP, “Commitment 32. Spending Transparency,” <https://www.opengovpartnership.org/32-spending-transparency>.
- ³⁴ OCP, “Use case guide: Indicators linked to OCDS #public,” https://docs.google.com/spreadsheets/d/1j-Y0k-tZiOyhZzi-2GSabBCnzx6fF5lv8h1KYwi_Q9GM/edit#gid=612001000.
- ³⁵ OCP, Using it, not losing it, over procurement data: Linking public procurement indicators to OCDS, https://docs.google.com/document/d/1HeEXYWXQnQn_6OBS1llu-CUR4lyELVXVqMfb1trXoD8/edit#.
- ³⁶ Lindsey Marchessault and Maria Esther Cervantes, “Analyze and visualize open contracting data: 2 new manuals” (OCP, 24 Sept. 2018), <https://www.open-contracting.org/2018/09/24/analyze-and-visualize-open-contracting-data-2-new-manuals/>.
- ³⁷ The tools directory is available via Airtable at: <https://airtable.com/shrzycSNYRcmVOWSZ/tblhHNGcDXuievZ74?-blocks=hide>.
- ³⁸ The OCDS Kingfisher Tool is available here: <https://ocdskingfisher.readthedocs.io/en/latest/>.
- ³⁹ OCP and Development Gateway, Red flags for integrity: Giving the green light to open data solutions (2016), <https://www.open-contracting.org/wp-content/uploads/2016/11/OCP2016-Red-flags-for-integrityshared.pdf>.
- ⁴⁰ Transparency International Ukraine, “DoZorro Artificial Intelligence to Find Violations in ProZorro: How It Works,” (2 Nov. 2018), <https://ti-ukraine.org/en/news/dozorro-artificial-intelligence-to-find-violations-in-prozorro-how-it-works/>.
- ⁴¹ See this study from Paraguay for an example of how open contracting is being used to compare planned and actual spending: <https://www.open-contracting.org/2019/02/22/a-case-study-on-how-paraguay-could-save-millions-by-reducing-late-payments-in-public-procurement/>.
- ⁴² OCP, Using it, not losing it, over procurement data.
- ⁴³ OGP, “Commitment 08 Open Public Procurement” (2016), <https://www.opengovpartnership.org/commitment/08-open-public-procurement>.
- ⁴⁴ Email correspondence from Nataliia Oksha, Secretary of the OGP Coordinating Council and Deputy Director of the Department of Information and Communication, Government of Ukraine. Received by the Report team on 29 Mar. 2019.
- ⁴⁵ Granickas, “Learning insights, the latest impacts emerging from Ukraine’s Prozorro reforms.”
- ⁴⁶ Center for Global Development: The Commercial Transparency in Public Contracts Working Group, Principles on Commercial Transparency in Public Contracts, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/contract-transparency-principles-cgd.pdf>.
- ⁴⁷ The graph is built using the latest data for each OGP country, either from the Leaders Edition (published in 2018) or the 4th Edition (published in 2017). For consistency, 4th edition scores were adjusted to match the method used in the Leaders Edition.
- ⁴⁸ Guidance and standards are taken from Center for Global Development, The Commercial Transparency in Public Contracts Working Group, Principles on Commercial Transparency in Public Contracts.
- ⁴⁹ Open Definition 2.1 is available at: <https://www.opendefinition.org/od/2.1/en>.
- ⁵⁰ The graph is built using the latest data for each OGP country, either from the Leaders Edition (published in 2018) or the 4th Edition (published in 2017). For consistency, 4th edition scores were adjusted to match the method used in the Leaders Edition.
- ⁵¹ Keris Chin, Empowering Women Through Public Procurement (International Trade Centre, 2014), <http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Women%20procurement%20guide-final-web.pdf>.
- ⁵² Chin, Empowering Women Through Public Procurement.
- ⁵³ Clinton Global Initiative, “Empowering Girls & Women,” <http://www.un.org/en/ecosoc/phlntrpy/notes/clinton.pdf>.
- ⁵⁴ Chin, Empowering Women Through Public Procurement.
- ⁵⁵ Hera Hussain (Senior Advocacy Manager, Open Con-



tracting Partnership), email to Report team, 1 Mar. 2019.

⁵⁶ Chin, Empowering Women Through Public Procurement.

⁵⁷ Chin, Empowering Women Through Public Procurement.

⁵⁸ The AGPO program is found here: <https://agpo.go.ke/pages/about-agpo>.

⁵⁹ OGP, “01 Transparent public procurement” (2018), <https://www.opengovpartnership.org/commitment/01-transparent-public-procurement>.

⁶⁰ For more details about these indicators and how they are measured, please see the methodology document published by the World Justice Project for the Rule of Law Index, available here: https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/ROLIndex2017-2018_Variables_FINAL.pdf.

⁶¹ Note that these categories are not mutually exclusive, i.e., a commitment can be relevant to multiple core values of OGP. This graph does not include commitments from non-IRM-assessed action plans.

⁶² OCP, “Using open data to boost business opportunities for women in Albania” (7 Mar. 2018), <https://medium.com/opencontracting/using-open-data-to-boost-business-opportunities-for-women-in-albania-473296de4f27>.